

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°94 – vendredi 10 décembre 1999.

OMC ET TAXE TOBIN.

Dans ce numéro

En bref...

La Taxe Tobin fait son retour à l Assemblée nationale. L amendement sera en effet discuté la semaine prochaine. Nous comptons sur votre mobilisation et votre appui pour que ce vote soit une victoire et donc, nous l espérons, un exemple à suivre dans d autres parlements. Les mouvements de chômeurs et de précaires organisent une manifestation le samedi 11 décembre. Les choses bougent ou vont bouger. Il faut cependant rester sur nos gardes et prolonger ensemble l avantage que nous avons pris la semaine dernière à Seattle. Trois articles mettent en valeur de façon différente ce qui s est produit, ce qui reste et ce qui doit être fait. Le 15 décembre se déroulera à Paris un réunion unitaire qui proposera des actions sur les suites à donner à l échec de la réunion ministérielle. (voir Pot de fer, pot de terre pour plus de précisions sur cet événement.)

Taxe Tobin, le retour !

L amendement Tobin, refusé en première lecture dans la nuit du 22 au 23 octobre dernier, va repasser à l Assemblée nationale. La discussion du budget débute le jeudi 16 décembre à 15h00. L amendement pour demander la mise en place de la taxation des transactions financières devrait donc être re-discuté à un moment donné à partir de cette date et de cette heure. Ce pourrait être le vendredi 17... Nous ne disposons pas de plus d Information pour le moment. Elles sont cependant suffisantes pour agir dès aujourd hui.

Le Comité ATTAC Assemblée nationale à l origine de ce dépôt d amendement a donc commencé à battre le rappel de ses troupes. Il parait évident à tous que l aide et le soutien des citoyens fera la différence.

Chaque groupe local d ATTAC organise donc auprès des députés de sa circonscription des actions afin de mettre en valeur l Importance des enjeux et le calendrier. Vous êtes toutes et tous les bienvenu(e)s. Nous vous invitons donc à contacter au plus vite un groupe local d ATTAC proche de chez vous afin de participer.

Tous les groupes locaux :
http://attac.org/fra/annu

Si vous n habitez pas en France, nous vous invitons à vous servir des adresses de nos députés publiées sur le site Internet de l Assemblée nationale afin de mettre en valeur à la fois l Importance de ce vote et l exemplarité qu Il aurait auprès de vos propres représentations nationales. Les collègues canadiens de nos députés français ont du reste déjà montré le chemin en mars dernier lors du vote de la motion m-239.

Site Internet de l assemblée nationale française :
http://www.assemblee-nationale.fr/
Vote du parlement canadien (minutes des discussions parlementaires) :
http://attac.org/fra/gouv/doc/canada6.htm

Nous vous remercions par avance du soutien que vous pouvez apporter aux députés, membres du Comité Assemblée nationale :



http://attac.org/fra/grou/doc/assnat.htm

Nous vous rappelons que le magazine français l'Expansion dans son numéro daté du 7-21 octobre avait publié les chiffres d'un sondage qui montre la pertinence de cette mesure dans la société française. En effet 60% des français se sont déclarés favorables à la taxe Tobin alors que seulement 31% se prononcent contre. C'est en tout cas l'occasion de réaffirmer notre volonté d'obtenir victoire sur une mesure majoritaire dans l'opinion publique française et dont l'esprit correspond à celui qui a soufflé sur Seattle...

Ballade dans le site de l'OMC

Si vous appartenez à la catégorie des surfeurs qui osent se balader sur Internet sans connaître l'anglais, voici quelques conseils pour la route via http://www.wto.org/ (wto étant le sigle de "World Trade Organization ")

Vous verrez tout de suite que la page d'accueil offre, outre la langue anglaise, 2 possibilités : français et espagnol. Il semblerait donc que vous ayez une certaine chance. Fatal error ! Cliquer vous amène sur une page en anglais ! Idem pour l'espagnol.

Ne vous découragez pas. Les Italiens, les Allemands, les Grecs, etc… n'ont même pas la chance de croire qu'en cliquant, ils pourront y comprendre quelque chose. Pourquoi seulement le français et l'espagnol ? Les autres langues ne seraient peut-être déjà plus globalement rentables, à moins qu'à l'OMC, on pense qu'il ne reste plus que les Français et les Espagnols pour ne pas connaître le globalspeaking ?

Donc, à ce premier carrefour, pour passer la frontière de la langue, descendez le long de la page. Vous y retrouverez à nouveau l'offre français - espagnol. Ne vous demandez pas pourquoi en haut et en bas. Ne pensez pas à un piège. Cliquez en toute confiance ! La confiance étant une force qui produit des miracles, vous arriverez sur une page en français et les Espagnols sur une page en espagnol.

Admirez le paysage des mots que vous comprenez, lisez, soufflez. Mais il ne faudra pas à ce stade devenir trop gourmand et vouloir que tous les liens vous ramènent à du français ou de l'espagnol… il y en a. Quelques-uns uns. A vous de les trouver. Sachez qu'il faut toutefois retraverser une page anglaise pour revenir dans sa langue, que parfois, le lien est annoncé en anglais et qu'en toute transparence, c'est toujours vrai.

Pour les "questions souvent posées", la page est en cours de traduction. (N'y aurait-il donc aucune question posée en français ou en espagnol ?)

Vous trouverez dans Activités et domaines de travail de l'OMC, des liens vers un "trade et developement centre" et un " integrated framework" with agencies. Direction vers une page en anglais vous invitant certainement à pénétrer dans leurs "agencies".

Par contre, deux lignes plus bas, le Guide interactif sur l'OMC et les pays en développement (en téléchargement possible) vous renvoie directement à ERROR : The requested URL could not be retrieved. ERROR: The requested URL could not be retrieved aussi vers "recherche et analyse" sauf quand vous y allez de la page d'accueil. On recherche et on analyse toujours mieux quand on est bien accueilli.

Enfin les mises à jour des pages durant cette période de grands remous : Marchandise : 10/08/99 ; Propriété intellectuelle : 12/01/98 (!) Environnement : 25/02/98 ; Surveillance des politiques commerciales nationales : 26 March 98 (rassurant !) ; Services : 30 March 98 etc… d'autres sont restées intactes depuis 01/ 97… j'ignore quand se produit la fossilisation virtuelle des données.

A la fin de la ballade, l'impression que le site de L'OMC est lié par une logique étonnante, source parfois d'un certain désordre peut venir à l'esprit. Bonne ou mauvaise chose, nul ne peut le dire. Tout comme nul ne peut dire si le site est à l'image de l'OMC…

Arlette Fétat
Rédactrice, journal@attac.org

Impressions d'un citoyen dromois à Seattle

Pourquoi ne pas aller passer ses vacances à Seattle ? Et ce, non pas pour faire de la voile, ou profiter de cette nature généreuse, mais pour tenter de vivre l'histoire. Rien de moins. Loisir de privilégié diront certains ? peut-être si l'on considère qu'avoir un emploi est un privilège. Sachez néanmoins qu'un billet A/R coûte 2800 francs au départ de Lyon.

Si vous n'êtes pas totalement imperméable aux médias, vous connaissiez les enjeux du "round du millénaire" ou tout au moins l'esprit marchand de ces "négociations", c'est à dire le



fond. Quant à la forme ou les procédures, je vous laisse le choix de votre expert.

Que peut observer un citoyen français, ou lambda, mandaté par lui-même, c'est à dire libre de penser, d'écrire, et de rêver ?

Il y avait pour la première fois dans ce type d'exercice deux sommets ; comme à Cannes : le "in" et le "off". Les deux étant officiels, je m'excuse de ne pas trouver d'autres termes. On pourrait peut-être dire le business d'un coté, et les ONG de l'autre. Ce serait trop simple ! Il faut savoir qu'aux Etats Unis, le MEDEF ou la FNSEA (des exemples franco-franchouillards comme on les aime...) au même titre qu'un syndicat de producteurs de maïs transgénique du groupe de CAIRNS sont des ONG.

Mais pourtant me direz-vous, ces derniers ne font-ils pas du business et du lobbying ? Eh bien oui, je crains que ce ne soit d'ailleurs certaines de leurs activités les plus notoires. Tout ceci, pour vous dire qu'à Seattle, tout n'était pas très clair ; et ce, aussi bien dans le "in" que dans le "off".

Je peux vous assurer que tous les participants étaient paumés: rendez-vous annulés, conférences, débats reportés etc ..., y compris la presse qui était à la recherche d'infos par tous les moyens ; idem pour certains députés français et mandatés. Donc, je me répète : "in" et "off", mais certains "off" avaient des accréditations pour le "in"!!! histoire de leur faire croire qu'ils participaient aux enjeux. Est-ce plus clair ?

Je peux vous raconter une anecdote : dans le pays de l'ultra sécurité (je sais tout est ultra là-bas), j'ai pu assister à une grande messe dans le "in", avec un faux badge d'accréditation qui m'avait été offert dans un bar par un mexicain en échange d'une bière. Et si, c'était un symbole de nos luttes qui doivent être communes. Naïf ?

Un deuxième sujet de surprise pour notre petit français qui avait assisté aux rencontres internationales d'ATTAC où toutes les interventions étaient traduites. Là-bas : niet. On m'a dit qu'il fallait replacer cela dans un contexte culturel. Soit. Mais n'y aurait-il pas là une forme naissante d'hégémonie, de leadership dans la contestation ? et certains n'hésiteront pas à parler d'impérialisme...

D'innombrables "teach'in" ou conférences se sont tenus à Seattle, pour la majorité fort intéressants. Néanmoins, il ne faut pas s'imaginer la contestation ou l'opposition à l'OMC avec les mêmes revendications qu'ici.

J'ai assisté à un meeting avec les copains de la Confédération Paysanne où on nous a demandé d'expliquer à notre voisin quelle action nous avions déjà réalisée dans notre vie pour lutter contre la faim. Rien de moins. Ensuite celui-ci devait raconter cette histoire (donc la votre) au micro pour le public. No comment, si ce n'est que la délation est avec d'autres activités peu louables un véritable sport national là bas, et qui plus est, vivement encouragé.

Cela vous illustre à quel point la contestation peut revêtir aux Etats-Unis des formes diverses : les églises sont omniprésentes par exemple. Il ne faut pas se leurrer non plus lorsque les "Steelworkers", les syndicalistes de l'acier sont dans la rue : leurs revendications, même dans ce contexte particulier qu'est la lutte contre l'OMC, ne sont que corporatistes, ne visant qu'à maintenir leurs propres emplois coûte que coûte. Ces syndicalistes là, en tout cas, pour l'immense majorité d'entre eux n'ont aucune conscience des subtilités ou des perversions des négociations. Quant au tiers monde, ils s'en foutent royalement.

Donc, un type de contestation clérical ou charitable, et une autre forme corporatiste ou égoïste. Je serais curieux de connaître leur poids exact. Néanmoins, certains de ces groupes étaient parmi les opposants à l'OMC, alors qu'ils auraient tout aussi bien pu faire du lobbying au sein du centre de conférences. Il me semble donc, que tout n'est pas aussi simple que ce qu'ont bien voulu nous en rendre compte les médias.

Que s'est-il passé à Seattle dans la rue ?

Eh bien, je vous le dis : pas de quoi appeler au couvre-feu, si ce n'est que cette mesure est obligatoire pour faire intervenir la protection fédérale : leurs GIs de l'intérieur.

Quelques vitrines brisées (moins de dix), au moins une de pillée, une poubelle en feu (que vous avez dû tous voir), et des gaz lacrymogènes qui sont tout de même plus méchants que les nôtres. Pas mal de flics façon Robocop à cheval, en vélo, à pieds, et des sirènes comme au cinéma. Croyez-moi, il n'en faut pas beaucoup pour terroriser une ville très bourgeoise et très riche. L'Américain est paranoïaque.

On m'avait dit que le trente, jour de la manif, je ne pourrais en aucun cas arriver au centre ville



avec mon véhicule. Etant en banlieue, je décidai tout de même de partir avec celle-ci (il n'y a pas de transports en commun; surtout ce jour là) avec deux heures d'avance. J'ai mis vingt minutes pour parcourir ces vingt kilomètres d'autoroute. C'est anecdotique, mais révélateur. Le centre ville bloqué ? : que nenni. Le bruit des hélicos ? : si certains ont cru y voir "Apocalypse Now", ils auraient peut-être dû oublier Wagner, ou baisser le son de leur walkman.

Les Américains de Seattle sont des Américains puissance dix. Il y a chez eux comme chez tous les citoyens de ce pays, deux choses sacrées qui à leurs yeux ont été bafouées : la liberté d'expression et l'atteinte à la propriété privée pour quelques vitrines brisées. Et qui plus est, l'image de leur ville "high tech" a été entachée. Il n'en faut pas plus pour que ce sommet devienne insupportable, et que le Maire se retrouve en justice assigné de tous côtés.

Les commerçants de Seattle n'ont pas perdu des millions de $ comme on veut bien nous le dire. Cette consommation entre Thanksgiving (pour remercier les indiens d'avoir accueilli les pionniers...) et Noël n'est que reportée d'une semaine. Tout va bien à Seattle town.

Cet exercice de dédramatisation des évènements se voudrait un contre-point aux médias (tout au moins à ceux que j'ai pu voir là-bas) Néanmoins, il ne saurait enlever quoi que ce soit à la victoire des anti-OMC et à l'immense espoir qu'il suscite déjà dans le combat planétaire à venir. En ce sens, Seattle, a été un mouvement historique que le futur nous confirmera certainement.

Philippe JALLA, Membre du Comité local Drôme Ardèche attac26-07@attac.org

Pot de fer, pot de terre.

Victoire. Il faut encore répéter le mot puisqu il représente bien l état des choses, aujourd hui, une semaine après l annonce de l échec de la réunion ministérielle qui s est déroulée à Seattle.

La victoire est d abord celle contre l opacité, l éloignement, l impossibilité d agir, pas encore celle que chaque citoyen est en droit d attendre contre la dictature. La victoire a été remportée par les personnes qui se sont retrouvées dans la rue durant cette semaine du 27 au 3 décembre à Seattle, à Chicago, à Prague, à Oslo, à Londres, à Genève, à Bruxelles, à Montréal, en France dans 75 villes, etc. Mais la victoire a été aussi remportée par celles et ceux qui, absents de la rue au jour dit, n en ont pas moins participé, partout dans le monde, sous toutes les latitudes, tout simplement en s informant, tout simplement en en parlant avec leurs voisins, en interpellant leurs élus.

Car la réunion ministérielle n a simplement pas tenu à cause de quelques questions simples et de bon sens : qui décide quoi ? qui choisit quoi ? pourquoi ? Bien entendu ces interrogations nous entraînent dans le fonctionnement ténébreux de l OMC. Mais elles bloquent les tractations douteuses, les accords scélérats, le petit marchandage de nos vies auquel ont tenté de se livrer nos « représentants ».

Après l AMI nous avons eu Lamy qui lui non plus n a pas supporté la lumière. La transparence et la démocratie ne sont décidément pas les moteurs de l OMC. Cependant ne nous trompons pas de victoire.

Si la réunion de Seattle a été un échec, les négociations, elles, n ont été que retardées. Elles re-débuteront le 10 janvier à Genève.

Si nos ministres et autres « représentants » n ont pu se mettre d accord et ont tout simplement échoué, l OMC n en a pas encore été ébranlé. Elle fonctionne comme avant.

Nous (ATTAC et plus de 1400 autres organisations dans le monde) demandions un moratoire, nous avons obtenu un retard. Nous demandions un examen des conséquences du fonctionnement de l OMC depuis sa création, c est à dire depuis 5 ans, et nous ne l avons pas. Nous demandions plus de transparence et de démocratie dans le fonctionnement de cette institution internationale, et nous n avons reçu que les brouillards de gaz au poivre et autres lacrymogènes en échange.

La pieuvre se réfugie donc dans son trou après avoir lâché son nuage d encre. Il faut l y poursuivre et y braquer notre projecteur. Il nous faut des réponses. Il nous faut des réponses de la part de l OMC et des principaux états membres.

A l instigation de comités locaux des Bouches du Rhône et des Côtes d Armor nous sommes entrain de mettre sur pied une vaste opération de surveillance. Tout devrait être en place pour le début janvier avec l aide d autres comités en France et d ATTAC dans plusieurs pays. Il s agit de rester vigilant et de pouvoir agir en connaissance de cause. Il n est pas question que sous prétexte de rivages du Léman la démocratie nous échappe.



Si pour certains administrateurs internationaux il est si simple de rayer sur le papier puis dans les faits les vies et les acquis de milliards d'êtres humains, comme ils l'ont déjà montré, qu'ils se le tiennent pour dit : nous serons là. Nous ne les quitterons pas des yeux et nous exigerons ce que toute personne vivant dans une démocratie est en droit d'obtenir : informations et explications.

Mais cela ne suffit pas, il faut agir. Pour ce qui concerne la France, une réunion est prévue le 15 décembre à 19h00 à la bourse du travail (annexe, angle du Boulevard du Temple et de la rue Charlot – Paris) organisée par ATTAC, la CCCOMC et la Confédération paysanne et réunissant les organisations présentes à Seattle. De nombreuses autres coordinations internationales avec tous les réseaux sont prévues afin d'ajuster et de faire ensemble, d'avancer, de gagner.

Car derrière la victoire que j'évoquais en début de cet article, victoire d'individus face à l'impossible et à l'inéluctable, face à nos propres peurs à force de se l'entendre dire, il en existe une autre remportée durant cette semaine : celle de milliers d'organisations dans le monde. Elles ont découvert par la pratique qu'au-delà de leurs divergences il était possible de s'entendre sur des propositions concrètes, simples, pour progresser et pour faire que la démocratie, avec nous, de devienne pas qu'un mot dans une déclaration officielle.

Continuons ensemble. La pieuvre est dans le trou et nous allons l'y poursuivre.

Laurent Jésover
Rédacteur, journal@attac.org

PS – Appel aux citoyens du monde : « Le Parlement de la République et canton de Genève s'oppose à toute tentative de renforcement du pouvoir de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dans le cadre du nouveau cycle de négociation prévu [...] » Cet appel fini par la demande d'un moratoire et qu'un organisme neutre évalue l'impact des accords existants.

11 décembre.

Appel à une manifestation nationale des chômeurs, des précaires et des citoyens solidaires, le 11 décembre à Paris

Les associations de chômeurs AC, APEIS, MNCP exigent l'indemnisation décente de toutes les formes de chômage, y compris pour les jeunes dont près de 500 000 sont inscrits au chômage et ne touchent rien ! Elles exigent l'augmentation des minima sociaux d'au moins 1500 Francs par mois, dès le 1er janvier 2000 !

Face à l'absence de mesures prises pour l'instant, elles exigent une allocation exceptionnelle d'urgence pour la fin de l'année ! Pourquoi ?
- 60% des chômeurs ne sont pas ou plus indemnisés par les Assedic.
- Pour plus de 50% des indemnisés, c'est moins de 3000 F par mois.
- 1 200.000 hommes et femmes doivent tenter de survivre avec le RMI.
- 550 000 chômeurs en " fin de droit " sont en allocation spécifique de
solidarité· Plus de huit millions de personnes sont considérées comme vivant sousle seuil de pauvreté.
- 3 200 000 salariés touchent moins que le SMIC.

Avec la dégressivité à laquelle sont soumis les chômeurs (moins 17% tous les six mois), c'est un véritable compte à rebours vers la misère qui est enclenché. La forte reprise économique actuelle profite à ceux qui ont déjà plus que le nécessaire.

Face à l'accroissement de ces inégalités, face à cette logique économique qui pousse à toujours plus de rentabilité, face à la dégradation des conditions de travail, face à cette exclusion radicale, cynique, brutale d'un grand nombre de personnes, la résistance doit s'amplifier. Les chômeurs et les précaires n'en peuvent plus, certains sont au bout du rouleau, au bord du gouffre. Il faut répondre immédiatement à l'urgence de ces millions de vie en miettes. Les associations de chômeurs, en relation avec la journée d'action européenne du 10 décembre, invitent toutes les forces et tous les citoyens à les rejoindre dans cette action dont l'objectif est un revenu décent pour toutes et tous, y compris pour les moins de 25 ans !

AC ! APEIS et MNCP sont trois des organisations fondatrices d'ATTAC.

Axa à l'affût

La compagnie d'assurances santé privée Axa est à l'affût dans la péninsule ibérique, espérant la moindre privatisation de capital pour se jeter sur le contrôle d'autres. En outre, elle a déjà prévu que ses prix augmenteraient de 40 % pour les assurés de plus de 60 ans à partir de l'an 2000. Les queues devant les bureaux de la Défense du Consommateur et devant les propres bureaux d'Axa sont interminables car il s'agit d'une



augmentation incontrôlée qui affecte la plus grande partie de ses assurés les plus anciens et les plus fidèles, dont les apports ont grossi les bénéfices de la société pendant des décennies. L'argument? Les pertes occasionnées par la vieillesse des assurés. Et les conséquences ? Une fois que l'entreprise s'est assurée d'importants bénéfices durant les années de moindre risque de ses assurés, elle les jette à la poubelle, en les condamnant à recourir à l'assistance publique. Tout un exemple de correction et d'honnêteté dans une entreprise qui, agissant comme une ONG, mobilise un bénévolat social qui ne profite qu'aux actionnaires !

A. Vidal (Espagne)
Publiée dans le Correo Informativo ATTAC n°12
informativo@attac.org
Traduction Corinne Gassie. Groupe de traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Vendredi : MONTAUBAN
- Samedi : VILLENEUVE DE GRENOBLE – ST MAXIMIN
- Lundi : ROCHEFORT
- Mardi : PARIS 15 - MIGENNES

A Paris, d 'autres associations : Les Marches Européennes organisent une action le vendredi 10 décembre (14h00 Place du Chatelet) – Les associations AC ! APEIS et MNCP (mouvements de chômeurs et précaires) organisent une manifestation le samedi 11 décembre (14h00 Place de la République)